

Compte rendu du colloque : « CERN Workshop on Innovations in Scholarly Communication (OAI7) », organisé les 22-24 juin 2011 à l'université de Genève par le CERN et l'université de Genève.

**Recensé par:** Enrico Natale, infoclio.ch

Il y 10 ans, les bibliothécaires du CERN organisaient la première rencontre internationale dédiée à l'Open Access. La manifestation, dont la 7ème édition s'est tenue les 22-24 juin 2011, a lieu tous les deux ans à Genève. En une décennie, elle s'est imposée comme la principale conférence internationale dédiée au thème de l'Open Access.

L'Open Access, pour rappel, est une initiative internationale lancée lors de la conférence internationale de Berlin en 2003 pour promouvoir un accès universel, pérenne et gratuit à l'information scientifique. Une définition officielle de l'Open Access a été élaborée pendant la conférence de Budapest en 2002:

*By "open access" to this literature, we mean its free availability on the public internet, permitting any users to read, download, copy, distribute, print, search, or link to the full texts of these articles, crawl them for indexing, pass them as data to software, or use them for any other lawful purpose, without financial, legal, or technical barriers other than those inseparable from gaining access to the internet itself.*

Il s'agit donc d'une initiative de politique scientifique. Malgré les apparences tranquilles et les tons modérés, OAI7 est donc une conférence militante.

Pour le confirmer, il suffit de considérer une notion qui revient dans tous les débats, celle d'Advocacy. La principale priorité de cette communauté - qui fête cette année ses 10 ans à Genève - reste de convaincre les chercheurs, les administrateurs, les éditeurs et le grand public des bienfaits de l'Open Access.

Malheureusement pour la science, nombreux sont les chercheurs qui font toujours la sourde oreille, pour leur plus grand tort. Les sciences humaines, et l'histoire en particulier, méritent le bonnet d'âne pour être les disciplines les moins bien représentées dans les dépôts en open access (archives institutionnelles / institutional repositories).

Mais revenons un instant sur les avantages de l'Open Access. Premier avantage, et le plus évident, la facilité d'accès, et donc une audience plus large. Plusieurs études présentées pendant OAI7 le confirment: d'une part les publications OA sont proportionnellement citées d'avantage dans la littérature scientifique, et d'autre part elle atteignent une audience qui dépasse largement les murs de l'université. Une des études présentées - un projet européen nommé SOAP (Studies on Open Access Publishing) a établi un classement des trois arguments les plus cités en faveur de l'OA. 1. Les avantages pour la

recherche scientifique (accessibilité, délais de publication, etc..) 2. Les coûts (gratuité) 3.  
Le bien public général

Le bien public ? Abordé en détail dans une session collaborative dédiée à l'Advocacy en faveur de l'OA, la promotion du bien public est un argument qui fonctionne particulièrement bien auprès des chercheurs en sciences humaines, paraît-il. Qu'on l'appelle Bien Public, Justice sociale, Egalité d'accès ou même Démocratie, l'idée qu'il existe, au-delà des réglementations et des intérêts personnels, une responsabilité éthique du chercheur à partager son savoir pour le bien universel, et particulièrement pour le bien des pays dépourvus d'infrastructures de recherche, fait son chemin.

Pourtant, dans nos sociétés "modernes", cet argument ne convainc guère que les humanistes, et encore. SPARC, une coalition internationale de bibliothèques scientifiques qui milite pour l'OA, avec siège à Washington, a adopté une autre approche. Après avoir constaté l'inefficacité politique totale d'augments comme "Les journaux coûtent trop cher, la charge sur le budget des bibliothèques est trop lourde", SPARC a développé une autre approche: la défense des droits du contribuable. L'argument fonctionne à merveille auprès des politiques: les citoyens paient des impôts; ces impôts servent à financer la recherche; donc les citoyens ont le droit d'avoir accès aux résultats de la recherche, car ils l'ont payée. Voir le projet Alliance for Taxpayers Access pour plus de détails.

L'autre moyen de diffuser l'OA est bien sûr de voter des lois, établir des règlements, fixer des obligations. Cette voie n'est pas nouvelle. En Suisse, les chercheurs financés par le FNS sont théoriquement OBLIGES depuis 2007 à déposer les résultats de leurs travaux sur une archive ouverte. Obligés, du moins en théorie, car il n'existe aucun mécanisme de contrôle, et aucune sanction. Résultat, les taux des dépôts volontaires dans les repositories sont très bas, et c'est un euphémisme.

Inutile de relater ici les miracles d'ingéniosité dont les "repository managers" - le plus souvent des bibliothécaires, mais en réalité un nouveau métier en train d'émerger - doivent faire preuve pour remplir leurs serveurs. Sur un front, ils sont aux petits soins des chercheurs, font les démarches administratives à leur place, les rassurent et les félicitent. Sur l'autre front, ils cherchent à s'établir dans l'académie, à se faire reconnaître par le rectorat et à tisser des liens avec les autres secteurs de l'administration académique. La stratégie s'appelle "Embeeding your Repository", et toute une session de la conférence OAI7 était consacrée au sujet.

Mais pourquoi les chercheurs rechignent-ils à déposer leurs publications dans une archive ouverte ? Deux raisons ressortent de l'étude SOAP. La première: la qualité. Des préjugés négatifs persistent contre les journaux scientifiques en accès libre. Plus que des préjugés négatifs, c'est l'influence scientifique associée au nom d'une revue qui est ici en jeu, un prestige qui met du temps à émerger. L'autre raison concerne le coût. L'auteur, une fois son article accepté, se voit demander une somme qui varie entre 500 et 5000 dollars, qui n'est pas toujours couverte par son institution.

Abordons maintenant quelques aspects particuliers du paysage de l'Open Access

### **Domination des grands éditeurs**

Toujours selon l'étude SOAP, qui a mené une analyse détaillée des journaux OA recensés dans le Directory of Open Access Journals (DOAJ), l'édition en Open Access fonctionne à deux vitesses. D'un côté, une myriade de petits éditeurs qui éditent un titre ou deux. De l'autre, quelques éditeurs qui publient un grand nombre de journaux en Open Access. Ainsi, sur l'ensemble des éditeurs, 10% publient les 2/3 des journaux OA, alors que les 90% restant ne produisent que le dernier tiers. Par ailleurs, les petits éditeurs souffrent d'avantage des problèmes de qualité des contenus et de diffusion.

On se dirige, selon M. Patterson, directeur des publications de la Public Library of Science (PLOS), vers un nombre de périodiques plus réduit, mais de meilleure qualité et de large portée disciplinaire (toutes les sciences humaines, par exemple), capables de concurrencer les journaux scientifiques établis.

### **Triplettes et enrichissement post-print**

Une publication en Open Access peut continuer à prendre de la valeur scientifique après sa publication, et ce sans même l'aide de l'auteur. Grâce au web de données et au format RDF, les métadonnées d'un article peuvent être automatiquement mises en lien avec d'autres ressources sur le même sujet, renvoyer vers des ressources bibliographiques, ou suggérer d'autres informations. Ce constat est spécialement vrai pour les sciences naturelles, pour lesquelles la quantité de données brutes disponibles en ligne est considérable (bases de données d'espèces, de plantes, de gènes, de protéines, etc.). Mais dans les sciences humaines aussi, le web de donnée devient chaque jour plus concret. Les notices d'autorités des bibliothèques nationales sont désormais reliées entre elles par le projet VIAF (Beta). Désormais un sujet ou une personne peut être relié automatiquement, au-delà des barrières de langue, vers des ressources sur le même sujet dans d'autres pays. Il en va de même avec les noms de lieux grâce au projet Geonames et avec les notices wikipedia grâce à DBpedia, la version RDF de wikipedia. Voir par exemple le projet 20th Century Press Archives de la German National Library of Economics (ZBW).

### **Fazit: Advocacy, advocacy, advocacy**

L'Open Access est un progrès considérable pour la science et le bien public; tous les chercheurs devraient faire l'effort de déposer une copie de leurs publications dans le repository de leur université.

Enrico Natale, [infoclio.ch](http://infoclio.ch)  
[enrico.natale@infoclio.ch](mailto:enrico.natale@infoclio.ch)